

T'as pas cent balles?

« **Les dépenses publiques augmentent, quel gaspillage !** »

À en croire les dirigeants européens, nous vivons au-dessus de nos moyens. On a voulu nous faire croire que l'Europe améliorerait nos vies mais le contraire se produit. C'est avec raison que le Front de Gauche grec, SYRIZA, propose de rester dans la zone euro mais d'en changer les règles et d'annuler les « dettes » que la population n'a aucune raison de payer à la place des banques, des armateurs, de la riche Église orthodoxe, de tous les profiteurs.

Lorsque la retraite à 65 ans a été créée, l'espérance de vie des ouvriers dépassait à peine 67 ans. Elle est aujourd'hui de 73 ans. Faut-il s'en plaindre ? N'est-il pas souhaitable que nous puissions profiter de notre retraite plus de deux ans ? Sinon, il faudrait peut-être envisager d'euthanasier tout le monde après 60 ans : ça ferait des dépenses en moins !

Lorsque la Sécurité Sociale a été créée, on ne pouvait pas soigner les cancers, on ne greffait pas d'organes, le scanner n'existait pas. Aujourd'hui, les dépenses de santé ont augmenté. Et lorsque l'on soignera le Sida, elles augmenteront encore... Cela s'appelle le progrès !

Durant la Troisième République, on trouvait l'argent pour des campagnes de vaccination dans les écoles. Lorsque la « Sécu » a été créée - au lendemain de la seconde guerre mondiale - la France était exsangue ; son industrie détruite ; un grand nombre d'hommes, entre vingt et cinquante ans, tués ; les femmes, moins nombreuses au travail, étaient moins nombreuses à cotiser. On n'est plus dans cette situation ! Alors, pourquoi ne pourrait-on pas trouver l'argent aujourd'hui ?

En 1950, la majorité des ouvriers étudiait jusqu'au certificat d'études (à 14 ans) ou au BEPC (à 15 ans). Aujourd'hui, ils ont un bac pro ou bac+2. Il faut évidemment financer cette augmentation des qualifications.

Des dépenses utiles

On nous dit que les « dépenses sociales » ne sont pas « économiquement rentables ».

Pourtant, c'est cela investir, dans le langage des économistes.

L'économie, c'est du savoir, de la santé, de la culture, du bien-être, des moyens pour bien vivre, de la participation aux décisions, de la communication. L'économie c'est de l'humain, et les humains mangent, s'habillent, se logent. Il y en a même qui partent en vacances et s'amusent !

Mais l'économie réelle et utile, ce ne sont ni les dividendes des actionnaires, ni la spéculation !

Les entreprises du CAC 40 ont versé 44,6 milliards d'euros aux actionnaires en 2011, soit une progression de 15%. Les profits des grandes entreprises ont augmenté de 35%. Pour plus de la moitié, ils ne sont pas réinvestis dans l'économie réelle. La dette grecque représente 30% des bénéfices des banques débitrices. Les paradis fiscaux abritent 800 milliards d'euros pour la part française. L'argent immobilisé par la spéculation en France représente plus du double du budget de l'État. La Banque centrale européenne prête mille milliards aux banques privées à un taux de 1% et celles-ci prêtent aux États à 4 ou 6%.

Comment peut-on faire du bénéfice sur le dos de pays ? Comment des gouvernements acceptent-ils de plier devant des usuriers ? Rappelons qu'avant 1974 l'État n'avait pas d'emprunt à rembourser. C'était la Banque de France qui émettait l'argent nécessaire. On était dans les années - dites des trente glorieuses - où le nombre de chômeurs ne dépassait pas 200 000.

François Hollande annonce une augmentation du SMIC indexée sur la croissance. Mais les tenants de l'économie veulent accumuler des profits et pas de la « croissance ».

Il est aussi difficile de demander aux pilliers de ne plus piller que de demander à des fauves de devenir végétariens. Le moyen plus facile est de leur retirer tout pouvoir sur les circuits financiers et de se les approprier collectivement.

Et si « l'argent » part à l'étranger ?

Pour une très grande part, cet argent ne va ni dans les caisses de l'État sous forme d'impôts, ni à la Sécurité Sociale et n'est pas redistribué aux salariés sous forme de revenus. Il part, pour nous, en fumée et ne profite pas à l'économie. Il forme une énorme bulle financière qui éclate régulièrement provoquant des crises de plus en plus rapprochées et de plus en plus destructrices, depuis 2008.

Que l'argent des plus fortunés s'évapore ou qu'il parte à l'étranger, cela revient au même. Nous n'avons rien à y perdre.

Qui produit l'argent utile ?

Par contre, ce qui ne doit pas partir, c'est le travail. Or, aujourd'hui, c'est lui qui fuit. Nous avons besoin d'avoir le pouvoir sur la production et les échanges. La productivité du travail en France est, aujourd'hui, incomparablement plus importante que dans les années dites des trente glorieuses. Elle est du niveau de celle des USA. Nous

pouvons largement produire de quoi travailler moins, travailler tous et gagner plus !

Cet argent n'est pas le leur, c'est celui de notre travail et de nos impôts. Pour le récupérer et en maîtriser la bonne utilisation, il faut devenir collectivement propriétaires des banques et des plus grosses entreprises. C'est vrai pour les Services publics que les spéculateurs détruisent en grande partie. C'est vrai pour de grands moyens de production, comme Total, EDF, GDF, les groupes du médicament, Suez, Veolia, Vivendi... Des entreprises, créées avec des fonds publics, ont été détournées par les « lois libérales » de divers gouvernements, au profit des actionnaires et de groupes d'intérêts capitalistes.

Nous voulons qu'elles reviennent dans le domaine public, sans avoir un sou à verser à leurs « actionnaires » actuels : c'est nécessaire pour changer les objectifs de l'économie, garantir le droit à un travail utile pour tous et toutes.

À la place de leurs planifications privées des profits, prenons les moyens pour une planification écologique.

Évidemment, il ne s'agit ni d'étatisation comme à l'époque de l'URSS ni de nationalisations comme en 1945 ou en 1981. Ni les salariés ni les usagers n'avaient alors leur mot à dire sur la gestion des entreprises. Ce que nous voulons ce sont des règles démocratiques d'information, de contrôle, de prises de décisions.

L'appropriation collective des grands moyens de production, de services et des circuits financiers suppose l'exercice d'une citoyenneté qui arrache des pouvoirs, jusque-là réservés à l'État. Les modalités restent à débattre, à définir.

Dans de nombreux pays, des mouvements en quête d'alternative se développent. Nul doute que les exemples des uns et des autres sont autant d'encouragements. Si nous prenons l'initiative, cela peut faire échos en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Allemagne, dans toute l'Europe et au-delà.

Des solutions, il y en a, si nous prenons le pouvoir nécessaire sur les banques et les grosses industries.